

# Protection **visa**

Dossier de présentation



Changer le discours ambiant sur les **Protection visas**



Australian Government



# Introduction

**Le visa de protection (Protection visa) (sous-classe 866) est destiné aux demandeurs d'asile authentiques qui courent un risque réel de subir des préjudices importants ou d'être persécutés dans leur pays.**

Le gouvernement australien a lancé une campagne d'information sur les Protection visas et sur les conséquences des tentatives d'exploitation du programme.

Les informations erronées sur les Protection visas se répandent de plus en plus dans les communautés, y compris parmi les ressortissants des pays d'Océanie et du Timor oriental vivant en Australie et à l'étranger.

Cette désinformation pourrait avoir de graves conséquences pour les demandeurs de Protection visas et pour leurs familles.

Cette campagne vise à fournir les informations et les outils nécessaires pour empêcher la diffusion de fausses informations et à s'assurer que les communautés obtiennent les conseils dont elles ont besoin.

Pour lutter contre la désinformation, le ministère de l'intérieur offre à toute personne envisageant de demander un Protection visa l'accès à des conseils juridiques gratuits fournis par des juristes spécialisés dans les questions de réfugiés et d'immigration.

Ces conseils permettront aux intéressés de savoir s'ils peuvent prétendre à un Protection visa et réduiront les risques d'avoir recours à un agent de migration non agréé qui pourrait leur fournir des conseils erronés.

# Informations erronées sur les Protection visas

**Les Protection visas sont destinés aux véritables demandeurs d'asile (ou aux membres de leur famille) qui courent un risque réel de subir un préjudice important s'ils rentrent chez eux ou qui craignent à juste titre d'être persécutés en raison de leur appartenance raciale, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leurs opinions politiques.**

Le Protection visa n'est pas destiné aux personnes qui souhaitent simplement rester plus longtemps en Australie pour y travailler.

Des conseillers en migration non agréés qui font la promotion de leurs services sur les réseaux sociaux et dans les groupes de discussion en ligne conseillent aux gens de recourir à un Protection visa comme moyen de travailler ou de prolonger leur séjour en Australie.

Ces conseillers peuvent encourager les demandeurs à fournir des informations fausses ou trompeuses et de faux documents lorsqu'ils font leurs demandes de Protection visa. Certains facturent des milliers de dollars pour ces conseils erronés.

En Australie, la loi interdit à toute personne de facturer des conseils en matière d'immigration, à moins qu'elle ne soit un agent d'immigration agréé ou un juriste australien.

Certains employeurs peuvent offrir des opportunités d'emploi en Australie en incitant les détenteurs de visas temporaires à faire une demande de Protection visa en fournissant des informations fausses ou trompeuses.

On laisse également entendre aux étudiants qu'ils peuvent rester plus longtemps en Australie et y travailler s'ils font une demande de Protection visa à l'aide d'informations fausses ou trompeuses.

# Les risques de la désinformation

**D'importants changements ont été apportés au système de Protection visas afin d'accélérer les délais de traitement. Cela signifie que les personnes qui demandent un Protection visa simplement pour travailler ou prolonger leur séjour en Australie verront leurs demandes rapidement rejetées.**

La plupart des nouvelles demandes de Protection visa sont traitées dans un délai presque huit fois plus court par rapport aux dernières années. Les personnes qui soumettent une demande de Protection visa en fournissant des informations fausses ou trompeuses s'exposent à de graves conséquences, notamment à de lourdes amendes et à une éventuelle peine de prison.

Une demande de Protection visa rejetée reste inscrite dans le dossier d'immigration des personnes concernées. Cela signifie qu'il peut être difficile pour le demandeur et sa famille de revenir en Australie, même avec un visa de tourisme, d'étudiant ou de travail temporaire.

Cela peut également avoir une incidence sur les futures demandes de visa dans d'autres pays du monde, en fonction du type de visa demandé par le demandeur.

Les demandeurs de Protection visa qui ont vu leur demande rejetée ne peuvent pas faire de demandes pour la plupart des autres types de visas et doivent quitter l'Australie. S'ils n'ont pas de visa valide, ils peuvent être placés en détention et expulsés par l'Australian Border Force (forces australiennes de contrôle des frontières). Le demandeur peut également devoir rembourser le coût de son expulsion, qui peut s'élever à des milliers de dollars.

Cette année, l'Australian Border Force a lancé une nouvelle opération visant à placer en détention les demandeurs de Protection visas qui ont vu leurs demandes rejetées et dont les visas temporaires ont expiré, et à les expulser d'Australie. Cette opération est toujours en cours.

# Comment vous pouvez contribuer

**Le nombre de demandes de Protection visas rejetées est nettement plus élevé que celui des demandes acceptées, et les demandeurs originaires d'Océanie et du Timor oriental affichent actuellement l'un des taux de rejet les plus élevés.**

Les demandes de Protection visa émanant de ressortissants des pays d'Océanie et du Timor oriental affichent l'un des taux de rejet les plus élevés. Pour la plupart de ces pays, plus de 90 % des demandes finalisées en 2023-24 ne répondaient pas aux conditions requises et ont été rejetées.

Les communautés et les organisations en Australie ont un rôle important à jouer pour empêcher la diffusion de fausses informations aux personnes qui envisagent de demander un Protection visa.

Il s'agit notamment de faire connaître les risques liés à la présentation d'informations fausses ou trompeuses dans une demande de visa et au recours à un conseiller en matière de migration non agréé.

Expliquez aux demandeurs potentiels que les Protection visas sont destinés aux véritables demandeurs d'asile - ils ne sont pas destinés aux personnes qui souhaitent simplement rester plus longtemps en Australie pour y travailler.

Si une personne demandant un Protection visa vous sollicite pour rédiger une lettre de soutien à l'appui de sa demande, vous ne devez le faire que si vous pensez qu'il s'agit d'un véritable demandeur d'asile - cela signifie que cette personne est confrontée à un risque de préjudice important ou qu'elle craint réellement d'être persécutée si elle retourne dans son pays d'origine.

Encouragez cette personne à obtenir des conseils juridiques gratuits auprès d'un prestataire de services juridiques spécialisé dans les questions de réfugiés et d'immigration dans leur État ou territoire.

# Comment vous pouvez contribuer

**De nombreuses personnes envisageant de demander un Protection visa ne savent pas ou ne comprennent pas qu'il peut y avoir des conséquences si elles se rendent dans le pays qu'elles ont quitté pour demander l'asile en Australie.**

Vérifiez que les éventuels demandeurs de Protection visa en sont conscients :

- S'ils déposent une demande de Protection visa, il est possible qu'ils ne puissent pas se rendre dans le pays qu'ils ont quitté pour chercher protection en Australie, même si leur famille s'y trouve.
- S'ils obtiennent un Protection visa, ils ne pourront pas se rendre dans le pays qu'ils ont quitté pour demander l'asile en Australie sans l'autorisation du gouvernement australien, même si leur famille y vit.

Encouragez toute personne envisageant de demander un Protection visa à obtenir des conseils juridiques gratuits auprès de prestataires de services juridiques spécialisés dans les questions de réfugiés et d'immigration dans l'État ou territoire qui est le leur.

Ces conseils peuvent aider les demandeurs potentiels à déterminer s'ils peuvent prétendre à un Protection visa, leur expliquer la procédure de demande et les aider à comprendre les conséquences négatives d'un rejet de leur demande de Protection visa.

# Comment le gouvernement australien peut aider votre communauté

**Nous vous encourageons à partager les messages suivants avec toute personne envisageant de demander un Protection visa:**

1. Rendez-vous sur le [site officiel du gouvernement australien](#) pour obtenir de plus amples informations.
2. Accédez à des [conseils juridiques gratuits](#) auprès de prestataires de services juridiques spécialisés dans les questions de réfugiés et d'immigration dans votre État ou territoire.
3. Trouvez un agent de migration agréé en consultant le site du [Service de certification des agents de migration](#).
4. Protégez-vous et protégez votre communauté. Signalez anonymement les conseillers en migration illégaux à [l'organisme australien de surveillance des frontières](#) (Border Watch).
5. Voyez si d'[autres options de visa](#) pourraient vous convenir.

Le ministère de l'intérieur a produit des affiches, des fiches d'information, des tuiles pour les réseaux sociaux et d'autres documents que vous pouvez utiliser pour informer vos communautés sur les Protection visas.

[Vous pouvez y accéder ici.](#)

# Conseils sur la manière de répondre aux commentaires négatifs sur les réseaux sociaux

**Il y a beaucoup de désinformation sur les plateformes et les groupes de réseaux sociaux concernant les Protection visas offerts aux personnes vivant en Australie et à l'étranger.**

Si vous constatez que des informations erronées sur les Protection visas sont diffusées sur des forums ou des groupes en ligne, vous avez une excellente occasion de les identifier comme telles et de promouvoir les informations correctes contenues dans ce document, y compris le lien officiel - [homeaffairs.gov.au/protection](https://homeaffairs.gov.au/protection).

Protégez-vous et protégez votre communauté en la sensibilisant aux risques encourus par les personnes qui soumettent des informations fausses ou trompeuses dans le cadre d'une demande de Protection visa ou qui font appel à un conseiller en matière de migration non agréé.

Plus important encore, encouragez les demandeurs potentiels à recourir, dans un premier temps, aux [conseils juridiques gratuits](#) disponibles.



# Merci

de votre participation

